

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 19 avril 2011

Adresse postale	Adresse physique
Services de l'Etat en Vaucluse	DREAL PACA
DREAL PACA	Unité Territoriale de Vaucluse
Unité Territoriale de Vaucluse	Cité Administrative
84905 AVIGNON cedex 09	Bâtiment 1 - Porte B
	84000 AVIGNON

Affaire suivie par : Subdivision 1

Tél. : 04.88.17.89.33 – **Fax :** 04.88.17.89.48

P2 - N° Gidic : 64-00371

n° D/GS84/201101247

Rapport de l'Inspection des installations classées

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement. Distillerie BIOLANDES à VALREAS.

Référence : Arrêté complémentaire du 3 mars 2010 dit « RSDE ».
Arrêté d'autorisation du 18 mai 2006.
Courrier de l'exploitant en date du 16 mars 2011 (voir copie jointe).

P.J. : Un projet d'arrêté de mise en demeure.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2010-03-03-0060-PREF du 3 mars 2010 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique, la Société BIOLANDES doit mettre en œuvre un programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de son établissement de Valréas et fournir à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse de cette surveillance au plus tard le 1^{er} janvier 2011.

L'industriel n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection le rapport de synthèse dans les délais prévus.

Interrogée par l'inspection, la Société BIOLANDES nous informe par courrier en date du 16 mars 2011 (voir copie jointe), que la station d'épuration équipant son usine de Valréas présente une malfaçon et que de ce fait, aucun prélèvement n'a pu être réalisé.

En outre, il faut noter que, selon les dispositions relatives aux eaux usées d'origine industrielle édictées au point 5.3.3 de l'arrêté d'autorisation SI2006.05.18.0040-PREF du 18 mai 2006, l'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses émissions et réaliser au moins quatre fois par an des analyses des effluents industriels et de transmettre les résultats de ces analyses à l'inspection dès leur parution.

Vu l'impossibilité de réaliser des prélèvements au point de rejet de la station, force est de constater que l'exploitant n'a, à ce jour, pu mettre en œuvre de programme de surveillance et ne peut justifier du respect d'aucune des prescriptions susvisées.

Dans ces conditions et en application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de Vaucluse de mettre en demeure la Société BIOLANDES de respecter les dispositions précitées dans un délai maximal de deux mois, et, à cette fin, de demander à l'exploitant :

1. d'équiper le point de rejet des eaux industrielles de son établissement d'un dispositif permettant de réaliser des prélèvements d'échantillons représentatifs en vue d'analyses. Le point de prélèvement sera aménagé de manière à être aisément accessible et permettre d'intervenir en toute sécurité.
2. de réaliser des prélèvements en vue d'analyses d'une part dans le cadre de l'autosurveillance conformément à l'article 5.3.3 de l'arrêté d'autorisation SI2006.05.18.0040-PREF du 18 mai 2006 et d'autre part, au titre du programme de surveillance initiale définie à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2010-03-03-0060-PREF du 3 mars 2010.

Un projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure est annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées,